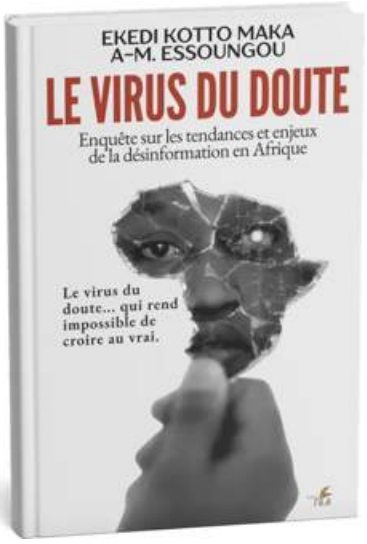
EXTRAIT GRATUIT



LE VIRUS DU DOUTE

Enquête sur les tendances et enjeux de la désinformation en Afrique

Ekedi Kotto Maka & André-Michel Essoungou

Chapitre 1 — La radio-trottoir numérique

Pages 13 à 27 de l'édition imprimée

Éditions Tila · Douala · 2026 · ISBN 9798195140540
© 2026 Ekedi Kotto Maka & A-M Essoungou. Tous droits réservés.
Extrait offert pour une lecture gratuite. Version allégée pour faible connexion.

CHAPITRE 1

LA RADIO-TROTTOIR NUMÉRIQUE

DU NORD AU SUD, D'EST EN OUEST

MARS 2023. « UN IVOIRIEN BATTU À MORT EN TUNISIE »

Dans les groupes WhatsApp de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali, une vidéo d'une minute trente secondes circule. Un jeune homme noir assailli par une dizaine d'hommes à la peau claire, roué de coups, qui s'effondre en sang sur une esplanade. Le message qui l'accompagne est catégorique : « Tunisie, le meurtre du Président de l'association des Ivoiriens résidant dans ce pays.»[1].

La séquence explose. La publication d'un influenceur sur X (Twitter), connu sous le pseudo Egountchi Behanzin, est partagée plus de 1 200 fois en quelques jours. Elle tombe au pire moment : Le président tunisien Kais Saied vient de dénoncer les « hordes » de migrants subsahariens, accusés de vouloir « changer la composition démographique » du pays. Ses déclarations ont déclenché une vague d'agressions racistes contre des migrants africains en Tunisie[2,3]. La vidéo, montrant un homme noir battu à mort par des individus à la peau claire, semble en apporter la preuve ultime.

Pourtant, cette scène de crime n'a jamais eu lieu en Tuni-

sie. L'AFP remonte la piste : la vidéo date de mai 2021. Elle montre le meurtre de Yusufa, un jeune sénégalo-gambien de vingt-six ans, agressé dans un quartier de Saint-Étienne, en France, pour un motif futile, par des individus apparemment sous l'effet de l'alcool.

Une vraie mort, un vrai crime, certes. Mais dans un autre pays, une autre année, un autre continent. Réinjectée au bon moment, dans les bons groupes, avec le bon commentaire. Cette vidéo avait transformé un drame français en preuve d'une crise tunisienne.

Cette vidéo n'est pas une anomalie. Elle est l'héritière d'une longue tradition de circulation incontrôlée de l'information en Afrique ; bien plus ancienne que Whatsapp.

I. AVANT LE CODE, IL Y AVAIT LE CONTE

L'histoire de la manipulation de l'information en Afrique ne commence pas avec Mark Zuckerberg et ses plateformes (Facebook, WhatsApp, Instagram). Elle s'ancre bien plus profondément, dans les structures coloniales, les résistances populaires, les mémoires blessées. Manipuler le récit fut, pendant des décennies, un outil de domination, mais aussi un langage de survie.

LES ONDES DE L'EMPIRE

Les anciennes puissances coloniales furent pionnières dans l'influence médiatique en Afrique.

En 1931, la France lance le Poste colonial, destiné aux cent millions d'auditeurs de l'empire colonial français, rebaptisé Paris-Mondial en 1938, puis Radio France Internationale (RFI) en 1975[4]. L'année suivante, en 1932, le service mondial de la British Broadcasting Corporation (BBC) prend l'antenne[5]. Ces stations assurent alors, avec le mérite d'une certaine clarté, la promotion des « bienfaits » de leurs impérialismes respectifs.

La Seconde Guerre mondiale oblige Paris et Londres à redéployer ressources et attention vers l'Europe. Il faut attendre les années 1970 pour les voir se remobiliser sur le continent. RFI étend sa présence dans les anciennes colonies françaises, principalement en Afrique de l'Ouest et centrale. Le service mondial de la BBC intensifie son rayonnement en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest. Washington promeut Voice of America, créée en 1942, « la voix de l'Amérique », dont le nom a le mérite de l'honnêteté[6].

Face à la seule concurrence des médias d'État, le plus souvent contraints de s'aligner sur les discours officiels, ces stations internationales ouvrent aux populations du continent une fenêtre sur le reste du monde. À l'époque, la télévision est encore un luxe rare et Internet n'existe pas. Pour des générations d'Africains, BBC, RFI et Voice of America deviennent synonymes d'information. Aujourd'hui encore, dans les grandes villes francophones (Abidjan, Kinshasa, Ouagadougou, Dakar, Bamako, Douala) RFI reste la radio la plus écoutée parmi les cadres et dirigeants. France 24 figure parmi les dix chaînes les plus regardées en Afrique francophone.

Cette omniprésence n'est pas neutre. Comme le reconnaissait le président français Emmanuel Macron devant les ambassadeurs français le 1er septembre 2022 : « Je pense que collectivement, nous devons être beaucoup plus réactifs, beaucoup plus mobilisés sur les réseaux sociaux [...] pour porter la valorisation de nos propres actions. À cet égard, nous devons beaucoup mieux utiliser le réseau France Médias Monde, qui est absolument clé et qui doit être une force pour nous. » Avant de conclure : « Je compte vraiment sur vous toutes et tous et sur le réseau pour vous mobiliser dans cette stratégie d'influence. »[7].

Ce n'est pas du journalisme qu'il décrit. C'est une stratégie d'influence assumée.

LE MENSONGE AVAIT UNE ADRESSE

L'Afrique du Sud des années 1970 offre un cas d'école de propagande d'État. Pour redorer l'image du régime d'apartheid à l'étranger, Pretoria finance secrètement The Citizen, un journal anglophone pro-gouvernemental, à l'aide de fonds détournés du budget de la défense et gérés par le Département de l'Information dirigé par le ministre Connie Mulder[8]. Le scandale éclate en 1977 : c'est le Muldergate, qui contraint à la démission du Premier ministre John Vorster et de plusieurs hauts responsables.

Le mensonge avait alors une adresse, une rédaction, une imprimerie. Il pouvait être identifié, dénoncé, parfois puni. Les responsables avaient des noms, des visages, des comptes bancaires traçables. Aujourd'hui, le mensonge a des fermes à trolls, des algorithmes et faux comptes aux visages générés par intelligence artificielle. Il se réplique à l'infini, mute comme un virus, échappe à toute juridiction. Le Muldergate du XXIe siècle n'aura peut-être jamais de procès.

LES CIRCUITS SOUTERRAINS DE LA VÉRITÉ

Les populations africaines n'ont jamais été de simples réceptacles passifs de la propagande. Elles ont inventé leurs propres circuits de vérité : les rumeurs, les chansons populaires, le théâtre, les fables transmises par les anciens. Des récits qui défient la censure, circulent sous le radar, critiquent le pouvoir sans jamais le nommer directement.

Cette tradition est héritée des sociétés africaines d'avant la colonisation. Le griot, figure centrale des sociétés ouest-africaines, n'est pas qu'un musicien ou un conteur. Il est le dépositaire de la mémoire collective, le gardien des généalogies, le chroniqueur des exploits et des trahisons. Son art repose sur une maîtrise subtile de l'allusion, de la métaphore, du sous-

entendu. Il peut louer un chef tout en glissant une critique que seuls les initiés saisiront.

Aujourd'hui encore, des griots maliens dénoncent la corruption en vers chantés, comme au temps des empires. Au Nigeria, des comédiens comme Mr. Macaroni mobilisent l'humour sur les réseaux sociaux pour pointer du doigt les abus policiers et gouvernementaux. La satire politique circule sur TikTok en kiswahili, en wolof, en lingala, langues que les algorithmes de modération de la Silicon Valley ne comprennent pas (encore).

Ces traditions de résistance narrative constituent un héritage précieux. Mais elles sont aujourd'hui détournées, instrumentalisées, retournées contre les populations qui les ont créées. Les propagandistes modernes l'ont compris : pour qu'un mensonge prenne racine en Afrique, il doit parler le langage et adopter les codes de l'oralité.

II. LA RÉVOLUTION FRAGMENTÉE

En dix ans, le nombre d'internautes africains a plus que triplé, passant d'environ 181 millions en 2014 à plus de 646 millions en 2025, selon Statista et DataReportal. Les utilisateurs de réseaux sociaux ont suivi la même trajectoire, dépassant 384 millions en 2022[9]. Les projections anticipent 1,1 milliard d'internautes africains d'ici 2029[10]. Facebook et WhatsApp dominent sans partage.

Cet essor massif s'explique par l'amélioration des infrastructures de télécommunication et la baisse du prix des smartphones. Comme la rareté de la téléphonie fixe avait favorisé la pénétration du mobile autour des années 2000, la rareté des ordinateurs a favorisé celle des téléphones « intelligents » une décennie plus tard. C'est à des ingénieurs kényans que l'on doit les technologies de paiement mobile qui ont révolutionné l'économie informelle d’une partie d’un vaste continent. À plusieurs reprises, par nécessité, l'Afrique a

ouvert la voie à des pratiques devenues ensuite des tendances mondiales.

LE CONTINENT DES FRACTURES

Cette révolution numérique est fragmentée, inégale et risquée. Les chiffres globaux masquent des écarts criants. En 2026, environ 40 % des Africains ont accès à Internet, avec des disparités importantes : près de 80 % en Afrique du Sud contre seulement 25 % en Afrique centrale, selon DataReportal[11]. En RDC, ce sont 79 millions de personnes, près de 70 % de la population, qui restaient hors ligne fin 2025[12].

Ce faible taux de connexion ne freine en rien la circulation de l'information. Il rappelle simplement que tout ne se joue pas là où l'Occident croit que cela se passe. Entre radios communautaires, prêches religieux, télévision, presse écrite et messages vocaux, l'Afrique suit ses propres canaux, enracinés, puissants, parfois invisibles aux regards numériques.

Les inégalités d'accès suivent des lignes prévisibles. Le genre : les femmes restent significativement moins connectées que les hommes, avec un écart moyen de 8 points de pourcentage selon Afrobarometer. L'âge : en 2021-2023, 56 % des 18-35 ans utilisaient régulièrement Internet pour s'informer, contre 38 % de leurs aînés. L'éducation : l'accès à Internet sur téléphone atteint 85 % chez les diplômés du supérieur, contre seulement 13 % chez ceux sans éducation formelle. La géographie : 67 % des urbains accèdent régulièrement aux médias numériques contre 31 % des ruraux[13].

Ces fractures créent des « vides informationnels »; des situations où une population est privée de renseignements fiables. Face à ce manque, les gens vont chercher l'information là où elle est accessible, y compris sur les réseaux sociaux où la vérité n'est plus le critère de ce qui circule. Ils transmettent ensuite ce qu'ils ont trouvé à leurs proches, de bouche à

oreille, en courant le risque de propager des informations non vérifiées sans en avoir forcément conscience.

L'ARCHIPEL LINGUISTIQUE

Une source d'inégalité particulièrement critique est le manque de couverture médiatique en langues africaines. Que ce soit dans la presse écrite, télévisée ou radiophonique, les langues européennes héritées de la colonisation, français, anglais, portugais, restent dominantes. Le bambara, le haoussa, le wolof, le swahili, le lingala y sont moins présents, même si les radios communautaires et certaines radios internationales investissent ce champ : c'est le cas de RFI en haoussa ou de la BBC en kiswahili et en pidgin.

Cependant, pour des millions de personnes qui ne maîtrisent pas les langues héritées, l'information vérifiée est tout simplement quasi inaccessible. Cette invisibilisation linguistique n'est pas neutre : elle laisse les récits les plus violents ou manipulateurs circuler en toute impunité.

Les plateformes mondiales brillent par leur absence. À ce jour, aucune grande entreprise technologique ne propose de modération efficace en bambara, haoussa, wolof ou lingala. Facebook, dont le nombre d'utilisateurs africains dépassait les 270 millions en 2022, n'y fait pas exception. Comme le dit Rosemary Ajayi, fondatrice du Digital Africa Research Lab, « Les plateformes doivent s'engager à consacrer davantage de ressources à l'Afrique »[14]. Les algorithmes de détection de contenus haineux ont été entraînés principalement sur l'anglais, accessoirement sur quelques autres langues européennes. Face à un audio en peul appelant à la violence, ils passent à côté.

III. WHATSAPP, LA NOUVELLE RADIO-TROTTOIR

Dans ce contexte de fractures numériques et d'absence de modération, une plateforme est devenue reine : WhatsApp. Contrairement aux autres régions du monde, où les utilisateurs recourent à plusieurs services de messagerie, en Afrique la domination de WhatsApp est sans partage. Des millions d'Africains y échangent quotidiennement textes, audios, photographies, vidéos. L'application a remarquablement contracté le temps et la distance. Elle a aussi créé un écosystème parfait pour la désinformation.

LES CHAMBRES NOIRES DE L'INFORMATION

WhatsApp et Telegram sont devenus des « chambres noires » informationnelles. Des espaces où les rumeurs, protégées par le cryptage de bout en bout, échappent à toute surveillance, à toute modération, à toute vérification. Les messages y circulent dans des cercles fermés : groupes familiaux, associations religieuses, réseaux professionnels, communautés villageoises. Chaque utilisateur appartient à des dizaines de groupes interconnectés.

Lorsqu'une fausse nouvelle atterrit dans ce réseau capillaire, elle se propage à une vitesse que les médias traditionnels ne peuvent égaler. Elle n'a pas besoin d'être partagée publiquement sur Facebook ou Twitter pour atteindre des millions de personnes. Elle voyage de groupe en groupe, de téléphone en téléphone, invisible aux observateurs extérieurs.

Plus encore, ces messages atteignent même les analphabètes grâce à des « passeurs », des membres lettrés du groupe qui lisent les contenus à haute voix dans les marchés, les gares routières, les places publiques. Le message vocal, en particulier, transcende la barrière de l'écrit. Un audio de trente

secondes peut circuler pendant des semaines, être écouté des milliers de fois, toucher des populations que l'écran n'atteint pas.

Gambie : Lors de la campagne présidentielle de 2021, WhatsApp s'est imposé comme canal central de communication électorale, utilisé par les partis pour atteindre les communautés rurales et mobiliser les jeunes électeurs.[15,16].

L'AUDIO, ARME DE DÉSINFORMATION MASSIVE

La primauté du visuel et de l'audio dans la désinformation africaine n'est pas un hasard. Elle épouse les traditions orales du continent, contourne l'obstacle de l'alphabétisation et exploite la puissance émotionnelle de la voix humaine. Le cerveau ne traite pas la voix comme il traite le texte. Il l'écoute d'abord, il la croit ensuite, et il vérifie rarement. Une information entendue active des zones cérébrales liées à l'émotion et à la confiance que la lecture n'atteint pas au même degré[17]. Un mensonge dit avec conviction est neurologiquement plus persuasif qu'un mensonge écrit. Dans un groupe WhatsApp, ce mensonge-là se répète, se partage, s'amplifie, jusqu'à ce que la répétition elle-même devienne une forme de preuve[18].

Au Nigeria, en février 2013, une émission radio de la station Wazobia FM insinue que le vaccin antipolio est un complot occidental contre les musulmans. C'est dans ce climat, que deux jours plus tard, neuf vaccinatrices sont assassinées à Kano[19]. Les rumeurs portées par cette voix à l'antenne n'étaient pas nouvelles, elles circulaient depuis le boycott massif de 2003, mais la radio leur avait donné une nouvelle résonance. Des milliers les avaient crues, non parce qu'elles venaient d'une source vérifiée, mais parce qu'elles venaient de quelqu'un en qui on avait confiance.

En RDC, en janvier 2026, une fausse vidéo montrant Donald Trump attaquer le bilan de Tshisekedi depuis la

tribune de Davos inonde Facebook, X et WhatsApp en quelques heures[20]. Présentée comme la preuve d'une rupture entre Washington et Kinshasa, elle est suffisamment convaincante pour tromper des milliers de personnes. Quand le démenti arrive, beaucoup ont déjà choisi de croire.

Lors des élections de décembre 2023 en RDC, une veille informationnelle conduite par Internews et le LARSICOM dans 155 groupes WhatsApp de journalistes et de leaders communautaires de trois provinces a permis de mesurer l'ampleur du phénomène : 520 messages de més/désinformation et de discours haineux ont été recensés en deux semaines, 170 la première, 350 la seconde[21]. L'étude note une augmentation de la diffusion de contenus faux ou haineux à l'approche du scrutin, tendance que ses auteurs jugent cohérente avec la montée en puissance des enjeux électoraux dans le périmètre observé.

QUAND LE FAUX DEVIENT VRAI

Ce qui rend ces « chambres noires » particulièrement dangereuses, c'est la confiance qui y règne. Un message reçu dans un groupe d'information communautaire, un groupe familial ou religieux bénéficie d'une présomption de véracité que n'a pas une publication anonyme sur Facebook. « Si mon imam l'a partagé, c'est que c'est vrai. », « Si ma tante l'envoie, pourquoi mentirait-elle ? ».

Cette dynamique transforme chaque membre du réseau en vecteur involontaire de désinformation. La mésinformation, le partage de fausses informations sans intention de nuire, se mêle inextricablement à la désinformation délibérée. Une grand-mère qui transmet une rumeur sur les vaccins ne cherche pas à manipuler ; elle cherche à protéger ses proches. Mais l'effet est le même.

Le faux devient vrai. La rumeur se mue en certitude. Quand la vérité finit par émerger, si elle émerge, elle doit

combattre non seulement le mensonge initial, mais aussi la honte de ceux qui l'ont relayé, la résistance de ceux qui refusent d'admettre avoir été trompés.

DES LIGNES POREUSES ENTRE LE RÉEL ET LE VIRTUEL

Ce qui distingue fondamentalement l'écosystème informationnel africain, c'est sa nature hybride. Un même récit peut circuler simultanément sur Whatsapp et Telegram, dans les conversations de rue et les lieux de culte. Il passe du numérique à l'oral, de l'écran au marché, du smartphone au crieur public.

La désinformation africaine circule par trois canaux interconnectés.

Les canaux numériques : WhatsApp, TikTok, Facebook, Telegram, YouTube. Ces plateformes touchent les populations connectées, principalement urbaines et jeunes. Elles permettent une diffusion instantanée et massive, mais restent limitées par la fracture numérique.

Les canaux traditionnels : radios locales, bouche-à-oreille, prêches religieux, réunions communautaires. Ces cadres atteignent des populations que le numérique ne touche pas. Ils bénéficient d'une légitimité sociale que les réseaux sociaux n'ont pas.

Les canaux hybrides : messages vocaux partagés puis lus à voix haute, vidéos projetées dans les villages, captures d'écran imprimées et affichées. Ils font le pont entre les deux mondes. Ce sont eux qui rendent la désinformation qui circule en Afrique si redoutablement efficace.

Cette hybridation n'existe nulle part ailleurs avec une telle intensité. En Europe ou en Amérique du Nord, la désinformation reste principalement numérique. En Afrique, elle a une vie physique, incarnée, orale. Elle existe dans l'espace public autant que sur les écrans.

LES LEADERS D'OPINION, COURROIES DE TRANSMISSION

Dans cet écosystème hybride, certains acteurs jouent un rôle crucial : les leaders d'opinion, influenceurs, religieux, chefs traditionnels, artistes, commerçants influents. Leur parole porte parce qu'elle est ancrée dans des réseaux de confiance préexistants.

Durant la pandémie de COVID-19, des imams camerounais ont, sans en mesurer les conséquences, relayé des rumeurs antivaccins dans leurs prêches. Ils ne cherchaient pas à manipuler ; ils exprimaient des inquiétudes sincères face à des vaccins développés à une vitesse inédite par des laboratoires occidentaux. Leur parole avait un poids que nulle campagne officielle ne pouvait contrebalancer.

Résultat : Une étude menée à Douala en 2022 auprès de 1 555 personnes révèle que seuls 11 % étaient vaccinés contre la COVID-19. Près de la moitié (45,7 %) avaient refusé le vaccin, 41 % hésitaient, et 13 % y étaient favorables. Les principales raisons de refus étaient la crainte des effets secondaires (44,8 %), le manque d'information (36,5 %) et la méfiance (33,3 %). L'appartenance religieuse et le niveau d'éducation étaient les facteurs les plus fortement associés au refus vaccinal [22].

Au nord du Nigeria, des sermons relayés par les radios locales ont présenté les vaccins contre le covid comme des instruments du diable, compromettant les campagnes de vaccination dans plusieurs États[23].

Avant la rumeur, les faits

Face au refus du vaccin, la tentation est grande d'y voir un simple manque d'information ou d'éducation. C'est une erreur de diagnostic.

Ceux qui refusaient le vaccin contre la COVID à Douala ou à Kano n'ignoraient peut-être pas la médecine. Ils s'en méfiaient peut-être. Cette méfiance avait une histoire.

La désinformation autour des vaccins COVID n'a pas

atterri dans un vide. Elle a atterri sur un sol déjà fertilisé par des décennies d'expériences biomédicales réelles, souvent menées sans consentement éclairé sur des populations vulnérables.

L'affaire du ténofovir à Douala en 2004 : quatre cents travailleuses du sexe enrôlées dans un essai clinique sans garantie de soins en cas d'infection[24,25]. Un scandale qui contraignit le gouvernement camerounais à suspendre l'essai en février 2005[26].

L'affaire Pfizer au Nigeria : en 1996, des enfants atteints de méningite sont utilisés comme cobayes à leur insu. Un traumatisme suffisamment profond pour alimenter, dès 2003, le boycott des vaccins anti-polio dans le Nord du pays [27].

Ces événements ne sont pas tous présents dans chaque mémoire individuelle. Ils ont toutefois forgé un récit collectif qui circule, se transmet et s'actualise.

Il s'est peut-être actualisé en avril 2020. Au moment précis où la pandémie débutait, deux médecins français respectables proposaient en direct sur une chaîne nationale de tester le vaccin « en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitement »[28,29]. Avec pour précédent assumé les études sur le sida menées chez les prostituées[30]. Des excuses ont suivi, mais la séquence avait déjà été vue, partagée par des célébrités comme Didier Drogba, traduite et relayée dans des langues que les communiqués de l'Inserm n'atteignaient pas[31]. Elle était devenue un fait social. Une confirmation de ce que la rumeur disait déjà.

Voilà le paradoxe cruel auquel se heurte notamment la communication en santé publique. Les arguments les plus efficaces contre la vaccination ne sont pas des inventions. Ce sont des extrapolations d'injustices bien réelles.

La méfiance n'est pas une erreur de raisonnement. C'est un raisonnement à partir de faits réels.

Ce qui impose à la santé publique une exigence supplémentaire : avant de convaincre, il faut reconnaître. Avant

d'expliquer, il faut comprendre d'où vient la peur. Ignorer cette généalogie, c'est condamner d'avance toute initiative de protection à se heurter à un mur qu'on aurait pu, au moins partiellement, démanteler.

V. AFRIQUE-OCCIDENT : MÊME GUERRE, MÉMOIRES DIFFÉRENTES

Ce ne sont pas seulement les outils qui changent. Ce sont les blessures que les récits réactivent.

En Occident, la désinformation cible souvent des fractures contemporaines, politique, genre, « race », sur une infrastructure numérique mature, avec des garde-fous imparfaits mais existants. En Afrique, elle plonge également dans quelque chose de plus profond : une mémoire collective que les propagandistes connaissent et exploitent avec précision.

Le narratif de l'impérialisme occidental n'est pas une invention. Au Sahel, en RDC, en Centrafrique ou au Burkina Faso, des décennies d'ingérence étrangère, de pillage des ressources, de soutien à des régimes corrompus ont laissé des traces que les générations actuelles ont héritées sans les avoir toujours vécues directement. Quand un contenu affirme que l'Occident sabote les économies africaines ou arme les groupes armés, il ne part pas de rien. Il part d'une histoire vraie, incomplète, puis la déforme.

C'est cette mécanique, faits détournés et amplification virale, qui rend le démenti si difficile. Car démentir, c'est déjà se retrouver du mauvais côté. Quand la désinformation s'enracine dans une mémoire collective blessée, elle cesse d'être un bruit de fond. Elle devient un outil de guerre.

***

LE LABORATOIRE DU CHAOS NARRATIF

L'Afrique n'est ni en retard ni plus vulnérable face à la désinformation. Elle est en tension, à l'intersection de récits anciens et de technologies nouvelles, de mémoires collectives et d'algorithmes. Mais surtout, elle est fracturée : des mondes coexistent sans se voir, des réalités informationnelles qui ne partagent pas toujours les mêmes langues ni les mêmes repères, et pourtant se contaminent mutuellement.

La manipulation y est *high-tech* et *low-tech*, urbaine et rurale, numérique et incarnée. C'est cette hybridation, WhatsApp, griot, deepfake, radio communautaire, qui la rend plus corrosive, plus ancrée, plus difficile à déloger.

Car ici, un mensonge n'est jamais seulement une erreur factuelle. C'est souvent une blessure ancienne, à peine cicatrisée, qu'un récit vient rouvrir. La manipulation de l'information en Afrique ne se combat pas avec les mêmes armes qu'ailleurs. Elle exige de comprendre ce qui se joue entre l'écran et la parole, entre le code et le conte, entre l'algorithme et le terrain.

Ici, une chanson populaire peut concurrencer un deepfake, et une vidéo WhatsApp bouleverser une élection. Le passé et le futur de la guerre de l'information s'y croisent chaque jour, au rythme de la voix, de l'écran et de la rue.

Qui alors orchestre ces récits empoisonnés ? Pour le comprendre, il faut lever le voile sur un théâtre d'ombres où se croisent puissances étrangères, milices numériques et acteurs locaux aux intérêts divergents.

LA SUITE DANS LE LIVRE

Le virus du doute

Cinq chapitres, de la radio-trottoir numérique
à la reconquête du récit, et plus de 130 références
pour vérifier, prolonger, approfondir.

Acheter le livre

amzn.eu/d/0aOalRQl

Commandes, accès académique et invitations :
Éditions Tila · editionstila@gmail.com
www.editionstila.com